



## Le sionisme : un colonialisme de peuplement.

Retour sur une conférence universitaire à Londres.

Par [Julien Salingue](#)

Mondialisation.ca, 10 mars 2011

[Le blog de Julien Salingue](#) 10 mars 2011

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

### **Past is Present : Settler Colonialism in Palestine (Londres, 5-6 mars 2011)**

« Le conflit israélo-palestinien est souvent décrit comme unique et exceptionnel, ne ressemblant que très peu aux autres conflits coloniaux, passés et présents. Pourtant, pour le sionisme, comme pour d'autres projets de colonialisme de peuplement comme la colonisation britannique de l'Irlande ou la colonisation européenne de l'Amérique du Nord, de l'Afrique du Sud ou de l'Australie, l'impératif est de contrôler la terre et ses ressources – et de déplacer les habitants autochtones. (...) La Conférence Past is Present : Settler Colonialism in Palestine, entend mettre en avant le colonialisme de peuplement comme paradigme central à partir duquel comprendre la Palestine ».



### **Le sionisme, colonialisme de peuplement**

Ainsi était présentée la septième conférence annuelle de la School of Oriental and African Studies (SOAS) Palestine Society, association étudiante britannique dont l'activité principale est l'organisation d'événements, politiques et universitaires, en lien avec la question palestinienne. Durant deux jours, une trentaine d'universitaires, britanniques, états-uniens, australiens, palestiniens, israéliens... ont animé diverses tables rondes : « *Empire, colonialisme de peuplement et sionisme* », « *Une économie politique du colonialisme de peuplement* », « *Les répercussions du colonialisme de peuplement sur la vie indigène* », etc. La SOAS Palestine Society a enregistré plus de 300 inscriptions payantes : un public composé d'étudiants, d'universitaires et de militants du mouvement de solidarité.

Les intervenants (Ilan Pappé, Gilbert Achcar, Omar Bargouthi, Naseer Aruri, As'ad Ghanem, Gabriel Piterberg...) ont proposé des exposés sur des thèmes aussi variés que complémentaires : « *La carte du sionisme : l'Empire britannique et le Moyen-Orient* », « *Le marché du travail palestinien et la politique sioniste de colonialisme de peuplement* », « *Nettoyage ethnique dans le Naqab : les destructions du village bédouin d'al-Araqib* »... Exposés historiques, sociologiques, économiques, voire philosophiques qui, des études de cas concrets à des considérations plus théoriques et conceptuelles, ont largement démontré la pertinence et l'utilité du paradigme du « Colonialisme de peuplement » dans l'analyse du conflit opposant Israël aux Palestiniens.

*« Le colonialisme de peuplement a deux caractéristiques principales. Premièrement, il est gouverné par une logique d'élimination. Les colons viennent pour rester. Leur mission première n'est pas d'exploiter les autochtones mais de les remplacer. Deuxièmement, l'invasion n'est pas événementielle, mais structurelle. Au-delà de la violence fondatrice de l'expropriation territoriale, les autochtones qui ont survécu sont soumis à une variété de stratégies au moyen desquelles la société coloniale cherche à les éliminer »*, selon les termes de Patrick Wolfe, chercheur en Histoire à l'Université La Trobe (Australie). D'après lui, le paradigme du colonialisme de peuplement, habituellement utilisé pour les Etats-Unis et l'Australie, peut également s'appliquer à Israël. Pour Wolfe, le sionisme n'est pas seulement « *un autre racisme* » ou « *une autre forme de colonialisme* » : « *le sionisme porte en lui l'élimination des autochtones* ».

Une logique d'élimination que l'on a retrouvée dans nombre des interventions de la Conférence : politiques de nettoyage ethnique dans le Néguev (intervention de Mansour Nsasra) ; confiscation, lors de la Nakba, du patrimoine culturel des Palestiniens de Jérusalem-Ouest (Gish Amit) ; stratégie d'inclusion de terres /exclusion des Palestiniens (Gilbert Achcar)... Une logique qui porte néanmoins son lot de contradictions : le statut des Palestiniens d'Israël, victimes de discriminations mais alibi démocratique (As'ad Ghanem), ou les aléas de l'exploitation économique des Palestiniens, révélatrice des désaccords entre projet sioniste et besoins du capital israélien (Shir Ever).

## **Changer de cadre conceptuel**

Il est bien évidemment impossible de résumer ici l'ensemble des communications, qui seront bientôt en ligne sur le site de la SOAS Palestine Society, tant elles étaient riches et variées. Les intervenants se sont retrouvés sur plusieurs points : la pertinence du cadre conceptuel du colonialisme de peuplement souligne la faiblesse, voire l'inopérabilité, des paradigmes dominants dans la recherche universitaire sur la question palestinienne.

Ainsi en va-t-il de l'approche en terme de « conflit de légitimité », qui entend appréhender le

« conflit » opposant Israël au Palestinien comme une lutte entre deux nationalismes représentant les aspirations de deux peuples. Peut-on en effet tracer un trait d'égalité entre, d'un côté, le nationalisme d'une société coloniale et d'un Etat conquérant et, de l'autre, le nationalisme d'un peuple opprimé et dépossédé ? De même, l'approche en termes de « peacebuilding », qui s'est largement développée durant les années 90, dans la foulée de la signature des Accords d'Oslo, a montré ses limites : le « processus de paix » ne s'est avéré être, à l'épreuve des faits, que la poursuite de l'occupation et de la colonisation par d'autres moyens. Comment, dans de telles conditions, continuer à raisonner dans un cadre théorique qui se focalise sur la « résolution pacifique du conflit » sans reposer la question de la nature du conflit et de ses formes actuelles ?

Les questions posées ne concernent pas seulement le champ académique. Les approches que nous venons d'évoquer sont en effet à l'image des perceptions diplomatiques dominantes, qui conduisent nombre de pays à refuser de se confronter aux faits et à tenter de ranimer des « solutions politiques » qui ont pourtant largement démontré leur inanité. De la non-reconnaissance de la victoire du Hamas en janvier 2006 à l'aveuglement face à la fuite en avant d'Israël, tout indique que les chancelleries, notamment occidentales, largement influencés par les universitaires *mainstream*, tentent désespérément de soumettre la réalité aux concepts, et non l'inverse.

Nombre d'intervenants de la Conférence de Londres l'ont souligné : la réalité s'impose à nous, et il s'agit d'en tirer les conclusions, théoriques et pratiques. L'Autorité palestinienne (AP), qui s'est de fait substituée à l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP), est intégrée structurellement au dispositif d'occupation et joue un rôle de « subcontractor », de « sous-traitant » de certaines des tâches anciennement dévolues aux autorités militaires israéliennes. Comme l'a très justement fait remarquer Mouin Rabbani, dans une intervention sur les forces de sécurité de l'AP, « *l'ironie fondamentale de l'expérience palestinienne est que le mouvement national palestinien, qui avait réussi par le passé à empêcher l'émergence d'institutions servant d'intermédiaires à l'administration israélienne, a engendré, avec l'Autorité palestinienne, l'un des sous-traitants coloniaux les plus efficaces et les plus malléables de l'histoire* ». Certains, dont Ilan Pappé, ont même suggéré de rebaptiser la « Palestinian National Authority » (PNA) en « Palestinian Zionist Authority » (PZA), avec une ironie toute relative.

Même si elle n'était pas au cœur de la Conférence, la question de « l'Etat palestinien aux côtés d'Israël » a été posée à de multiples reprises. Et de nouveau, les conférenciers ont été unanimes : *il n'y aura pas d'Etat palestinien indépendant*. Au-delà des raisons conjoncturelles (disparition des bases matérielles de « l'Etat indépendant » en raison de la digestion de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est par Israël, position des Etats-Unis et de l'Union Européenne, divisions au sein du mouvement national palestinien...), ce sont les raisons structurelles qui ont été mises en avant : le sionisme, colonialisme de peuplement, porte en lui la négation des droits des Palestiniens. Il est en ce sens illusoire d'imaginer la possibilité d'un « partage » ou d'un compromis acceptable entre les droits des Palestiniens et la survivance de l'Etat d'Israël tel qu'il s'est constitué au milieu du 20ème Siècle. La décolonisation de la Palestine implique une désionisation de l'Etat d'Israël : tant que ce

dernier prétendra être « l'Etat des Juifs », il n'y aura pas de solution juste et donc durable. Etat unique ? Confédération avec la Jordanie ? Etat laïque et démocratique ? Etat binational ? Sur les solutions à long terme, les approches divergent. Mais, chacun l'aura compris, les intervenants se sont accordés pour dire que la solution des deux Etats avait fait long feu, pour des raisons théoriques et pratiques.

## **Théorie et pratique**

La table ronde qui concluait l'événement a donné lieu à une discussion essentielle, qui a traversé les deux jours de la Conférence. Quel lien entre le travail universitaire, la requalification théorique et conceptuelle de la question palestinienne, et l'action pour le changement ? Les intervenants n'ont en effet à aucun moment caché la dimension *de facto* militante de leur participation à la Conférence. Aucun d'entre eux n'a revendiqué une pseudo-neutralité qui, dans des situations où le déséquilibre dans les rapports de forces est aussi flagrant que dans le conflit opposant Israël aux Palestiniens, équivaut à un accompagnement, conscient ou non, des mécanismes de domination. L'engagement intellectuel n'est pas incompatible avec la rigueur scientifique, et même avec l'objectivité telle que Paul Ricoeur la définit dans *Histoire et vérité* : « *L'objectivité ici doit être prise en son sens étymologique strict : est objectif ce que la pensée méthodique a élaboré, mis en ordre, compris et ce qu'elle peut ainsi faire comprendre* ».

« Comprendre le monde pour le changer », c'est-à-dire offrir aux organisations et associations militantes des outils théoriques, des analyses rigoureuses, tout en reconnaissant l'apport de ces groupes au champ de la recherche universitaire : une relation dialectique, un enrichissement mutuel, fait d'échanges, de critiques et d'initiatives communes. Nombre d'intervenants l'ont souligné : les révolutions dans le monde arabe sont l'expression de bouleversements profonds, qui ne manqueront pas d'avoir des répercussions sur la question palestinienne. Des changements d'ampleur sont en cours, il est d'autant plus urgent d'être armé théoriquement pour pouvoir les comprendre et, dans le respect de l'indépendance de la décision des populations concernées, construire une solidarité utile et efficace avec les peuples en lutte.

Le peuple palestinien est de ceux-là. Il ne peut donc y avoir d'étanchéité entre le champ universitaire « spécialiste de la question palestinienne » et le champ militant « en solidarité avec les droits des Palestiniens ». Diverses propositions ont émergé, dont celle d'Ilan Pappé : rédiger, dans l'esprit de la Conférence, un dictionnaire, un lexique de la question palestinienne, destiné à être largement diffusé, mettant à contribution universitaires de diverses disciplines et activistes. Le cadre d'analyse du « colonialisme de peuplement » n'a pas vocation à être un simple moyen de décrire la situation, mais bel et bien un outil pour la transformer. Comme les organisateurs l'ont écrit :

« *Cette conférence ne se contente pas de montrer qu'il est possible de comprendre la*

*Palestine grâce à une analyse comparée des colonialismes de peuplement. Elle cherche également à briser les cadres [d'analyse] qui enserrent la Palestine, à réintégrer le mouvement palestinien au cœur d'une histoire universelle de la décolonisation, et à imaginer de nouvelles voies pour la résistance palestinienne, la solidarité et la lutte commune ».*

A quand une initiative du même type en France ?

Plus d'informations sur le site de la SOAS Palestine Society : <http://www.soaspalsoc.org/default.html>

**Julien Salingue** : Enseignant en science politique et doctorant à l'Université Paris 8, mes recherches portent sur le mouvement national palestinien et sur les dynamiques politiques, sociales et économiques en Cisjordanie et à Gaza. Il est l'auteur de « [A la recherche de la Palestine](#) » :



La source originale de cet article est [Le blog de Julien Salingue](#)  
Copyright © [Julien Salingue](#), [Le blog de Julien Salingue](#), 2011

Articles Par : [Julien Salingue](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)